

Lorsque je dis que le scalpel économique du gouvernement a tranché jusque dans la moëlle même de la province de Terre-Neuve, je veux dire que les Terre-Neuviens sont en train de perdre espoir. Ils se voient emportés par une vague de cynisme, de colère, de frustration et de désespoir. Oui, monsieur le Président, ils se persuadent de plus en plus qu'ils sont les membres «jetables» d'une société façonnée par un gouvernement qui s'incline devant l'autel des forces du marché, dans un monde qui doit se conformer à la théologie du paiement par l'usager et à une société du tout-à-jeter. Il n'y a rien de plus tragique pour une population que de perdre espoir.

Il n'y a pas de plus grand gaspillage dans notre société qu'un jeune esprit habité par la fatalité du cynisme. Beaucoup trop de gens sont désespérés dans ma province. Beaucoup trop de jeunes esprits sont aux prises avec la frustration et la colère qui accompagnent le cynisme.

Vous savez ce qu'est un cynique, monsieur le Président. N'importe quel député sait reconnaître un cynique quand il en voit un. C'est un jeune homme ou une jeune femme qui n'ont confiance en personne, une personne qui croit que quoi qu'elle fasse, elle n'arrivera à rien changer, une personne qui croit que, dans la vie, c'est chacun pour soi. Le cynique est séduit par l'idée de se défilier, de se tenir à l'écart et de critiquer tous ceux qui cherchent à faire leur chemin et à collaborer à la prospérité de la société dans laquelle ils vivent.

Le message du gouvernement est de couper, couper et couper encore. Si vous êtes suffisamment patient, si vous vous prosternez devant l'autel des forces du marché et croyez au bien-fondé du principe qui consiste à faire payer l'utilisateur, un jour, Dieu sait quand, tout ira pour le mieux; il suffit d'avoir la foi.

Pendant que le gouvernement nous demande d'avoir foi, le nombre des cyniques ne cesse d'augmenter et nous sommes en train de perdre notre plus importante ressource, nos jeunes, le cœur et l'âme de notre pays, qui rongent leur frein avec colère ou se désespèrent en silence.

Je déclare au gouvernement que cette politique est vouée à l'échec, comme le lui ont dit ses alliés politiques, les premiers ministres de la Nouvelle-Écosse, de Terre-Neuve, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick, comme l'ont affirmé également les chefs de l'opposition de ces quatre provinces aussi bien que les Chambres de commerce, la Commission des transports et le Conseil économique, et la population de la région atlantique.

Il est incontestable que les gens de la région atlantique préféreraient se passer de subventions. Ils aimeraient mieux donner, contribuer au trésor public qui se trouve au centre du pays, plutôt que de dépendre de la richesse des autres. Tant que ce jour ne sera pas arrivé, tant que nous vivrons dans un monde complexe et difficile, un monde en mouvement, tant que nous ne pourrons pas contribuer comme nous le voudrions au bien de la nation, n'enlevez pas à la région atlantique, au nom d'une idéologie intransigeante au sujet de l'économie de marché, sa base sociale et économique. Ne dites pas à nos jeunes, ceux qui ne demandent que la dignité d'un emploi et d'un salaire, qu'ils appartiennent à une société dont on peut se passer. C'est le grand drame que cette région doit vivre à cause des mesures économiques du gouvernement.

Les subsides

Je cède maintenant la parole en espérant que mon collègue, le député de Westmorland-Kent (M. Robichaud), saura ajouter sa voix à ce débat.

Le président suppléant (M. Charest): Questions ou observations? Continuons le débat.

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, pour répondre à la dernière observation du député de Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe (M. Tobin), je ne parlerai que dix minutes et je laisserai un de nos collègues utiliser le reste de mon temps de parole.

Ce n'est pas la première fois que je participe à un débat pendant une journée réservée à l'opposition pour parler de la région de l'Atlantique. En effet, notre caucus a présenté exactement le même genre de résolution à la Chambre lorsque le gouvernement libéral était au pouvoir. Bon nombre des choses que j'ai l'intention de dire à propos de la négligence du gouvernement, la politique fiscale et les répercussions des mesures gouvernementales sur les habitants de la région de l'Atlantique ne sont qu'une reprise de ce que j'ai dit il y a quatre ans lors d'un débat du même genre.

● (1750)

Les problèmes de la région de l'Atlantique ne sont pas nouveaux. On ne peut pas les imputer à un gouvernement en particulier. Les préoccupations des habitants de la région, qui ont été exprimées à la Chambre depuis des années sont parfaitement fondées. Les Canadiens ont toutes les raisons du monde de penser que le gouvernement ne négligera pas ou ne continuera pas de négliger leurs problèmes. Ils ont toutes les raisons de croire que le Parlement fera vraiment quelque chose de concret.

C'est dans cette optique que j'ai écrit au président du comité permanent de l'expansion économique régionale. J'ai demandé pour le comité l'autorisation de visiter la région de l'Atlantique pour voir ce qui se passe. J'ai signalé qu'une nouvelle étude approfondie des problèmes de la région ne serait pas de trop. J'ai dit que si le comité n'avait pas assez de temps pour visiter toute la région de l'Atlantique, il pourrait baser son étude sur la situation tout à fait tragique qui existe au Cap-Breton. J'espère que les députés des trois partis seront d'accord pour que le comité prenne le temps d'examiner la situation et de parcourir de long en large la région du Cap-Breton. D'autres de mes collègues ont écrit à ce comité pour réclamer une étude en profondeur qui permettrait aux gens de la région de se faire entendre. J'espère que le comité saisira l'occasion de se rendre dans cette région pour y mener une véritable enquête.

Je me suis rendu plusieurs fois dans les provinces de l'Atlantique ces trois derniers mois. En fait, j'y suis allé trois fois en 75 jours, simplement pour écouter les gens me dire ce qu'ils pensent du gouvernement et me décrire leur situation. J'ai parcouru le Cap-Breton et d'autres régions de la Nouvelle-Écosse. J'y ai vu beaucoup d'amertume, surtout à la suite du budget du 23 mai. Ainsi, les travailleurs des usines d'eau lourde ont appris leur congédiement à la télévision, en écoutant l'exposé budgétaire. Les mesures gouvernementales les ont durement frappés. Deux semaines avant la présentation du budget, un ministre leur avait assuré que, quoi qu'il arrive aux usines d'eau lourde, ils seraient consultés. On leur avait aussi affirmé que des programmes d'emplois seraient établis avant toute fermeture.